

N° DP 24/406

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU SITE DES VIEUX SALINS POUR LES PRISES DE VUES DE LA SOCIETE PATHE PROD EXE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L.2125-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision métropolitaine n°20/357 du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral incluant les Salins d'Hyères-les-Palmiers, signée le 28 septembre 2020,

VU la demande de la société Pathé Prod Exe, en date du 9 avril 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre de prises de vues pour un long métrage sur le Général De Gaulle, la société Pathé Prod Exe a sollicité l'autorisation conjointe du Conservatoire du Littoral, propriétaire foncier, et de la Métropole TPM, gestionnaire des sites du Conservatoire du Littoral situés sur son territoire, pour utiliser le site du Salin des Pesquiers,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, gestionnaire souhaite répondre favorablement à la demande d'utilisation du site susvisé par la société Pathé Prod Exe,

CONSIDERANT que la Convention d'Occupation Temporaire afférente consentie revêt un caractère précaire et révocable,

CONSIDERANT que la présente Convention d'Occupation Temporaire est consentie pour une période de 1 journée, le 11 avril 2024,

CONSIDERANT que la présente Convention d'Occupation Temporaire est consentie moyennant le règlement d'une redevance de 900 euros (neuf cents euros) payable auprès de M. le Trésorier Principal de TOULON – Comptable assignataire de la Métropole TPM,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER dans le cadre d'une Convention d'Occupation Temporaire, la société Pathé Prod Exe, domiciliée à 2 rue Lamennais, 75008 Paris, à procéder, aux prises de vues durant la journée du 11 avril 2024, sur le site des Vieux Salins.

ARTICLE 2

DE SIGNER une Convention d'Occupation Temporaire entre le Conservatoire du Littoral, la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, et la société Pathé Prod Exe ainsi désignée.

ARTICLE 3

DE DIRE que la recette correspondante sera imputée au Budget Principal 2024, opération 23123, article 70323.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



2015 10/25 5:15

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE RELATIVE A L'ORGANISATION DE PRISES DE VUE

Sur les sites des Vieux Salins N° 611, et de la Presqu'île de Giens N° 327

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu l'article L.2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le plan de gestion multi-sites de décembre 2019

Vu la convention de gestion des site de la Métropole TPM en date du 28 septembre 2020

ENTRE,

- Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, situé à la Corderie Royale, rue Jean-Baptiste Audebert, CS 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par sa Directrice, Mme Agnès VINCE

ci-après dénommé " **Conservatoire du littoral**",

- La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée gestionnaire du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral incluant les Salins d'Hyères, selon la convention signée le 28 septembre 2020,

ci-après dénommé « **Gestionnaire** »

d'une part,

ET

- La société Pathé prod exe, 2 rue Lamennais, 75008 Paris
dénommée ci-après "Bénéficiaire",

d'autre part,



IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : RAPPEL DE LA MISSION DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le Conservatoire du littoral a pour mission de mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (article L.322-1 du Code de l'Environnement).

A ce titre, le Conservatoire du littoral n'a pas vocation à accueillir des manifestations sportives, culturelles ou des tournages de film. Il demeure cependant le seul, en tant que propriétaire, à pouvoir délivrer, à titre tout à fait exceptionnel, une autorisation ponctuelle et non reconductible, par voie d'une COT, pour une manifestation qui ne risque pas d'entraîner des modifications significatives sur les parties aménagées et les milieux naturels.

En tout état de cause, le Conservatoire du littoral se réserve le droit d'interdire les prises de vue qui serviraient de support à des propos, des produits ou des actes qui porteraient atteinte aux lois et règlements en matière d'environnement.(voir article 3.2 ci-après)

Sous ces remarques préalables et les conditions ci-après mentionnées, l'Organisateur est autorisée à occuper les parcelles visées en annexe des sites des Vieux Salins et de la Presqu'île de Giens sur la commune d'Hyères

ARTICLE 2: OBJET ET DATE DE LA MANIFESTATION

Il est pris acte de la demande par mail ce 9 avril 2024 du bénéficiaire qui pourra organiser le 11 avril 2024, les prises de vue aux Vieux Salins, propriété du Conservatoire du littoral.

La période de repérage des lieux précédant l'occupation effective des lieux n'est pas prise en compte pour le calcul de la redevance prévue à l'article 4 ci-après.

Un report de la date de la manifestation pourra être envisagé en cas de force majeure (conditions météorologiques défavorables notamment). Dans ce cas, une nouvelle COT sera établie, pour la nouvelle période considérée, contenant les mêmes dispositions que la présente COT.

ARTICLE 3: OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

3.1. Un état des lieux sera établi avant et après la manifestation, en présence du bénéficiaire, ainsi que du Conservatoire du littoral et du gestionnaire.

3.2. Le bénéficiaire s'engage à ne pas tourner des images susceptibles de porter atteinte de manière directe ou indirecte aux bonnes mœurs, aux milieux naturels et à l'environnement en général. Il fournira à cet effet au Conservatoire du littoral et au gestionnaire un synopsis de son projet de prises de vue.

En outre, avant toute diffusion, le bénéficiaire associera le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire au visionnage du PAD (Prêt à diffuser).

Sans que cela ne remette en cause l'œuvre de création artistique, le bénéficiaire s'engage à retirer du montage les séquences pouvant avoir des effets manifestement négatifs pour la protection du site.



3.3. Le bénéficiaire assure la responsabilité pleine et entière du bon déroulement de la manifestation. Il souscrit pour cela les assurances nécessaires. Il est notamment responsable de la sécurité des participants et des tiers lors de la manifestation, ainsi que de leur information sur ses obligations vis à vis du Conservatoire du littoral et du gestionnaire.

3.4. Le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire ne pourront aucunement être tenus pour responsable, en cas d'accident, ou de dommage porté à un membre salarié ou vacataire du bénéficiaire, ou à un tiers.

3.5. Le bénéficiaire est responsable de la surveillance de la manifestation et s'engage à prendre toutes les mesures utiles et installer toute la signalisation nécessaire à la sécurité des biens et des personnes.

Le bénéficiaire devra informer Monsieur le Commissaire de Police de Hyères des dates et lieux de la manifestation.

3.6. Pendant toute la durée du tournage, le bénéficiaire prendra l'attache de Monsieur SIMO, qui sera son interlocuteur privilégié et représentera le Conservatoire du littoral et le gestionnaire. Le bénéficiaire devra tenir compte des conseils et interdictions qui seront formulés par cette personne.

3.7. Le bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur affectant le site

Le bénéficiaire s'engage à ne faire circuler aucun véhicule sur les zones naturelles.

Les véhicules peuvent cependant utiliser les aires de stationnement ou les pistes existantes prévues à cet effet. Chaque véhicule de l'organisateur devra être identifiable par un signe distinctif.

Le bénéficiaire veillera à refermer les barrières de fermetures des pistes à chaque passage de véhicule.

3.8. Le bénéficiaire s'engage à ne pas entraver le libre accès gratuit au site pendant la durée de la manifestation. Il devra préalablement avertir le Conservatoire et le gestionnaire si des prises de vues lors du tournage nécessitent, pendant une courte durée, la non présence du public.

3.9. Le bénéficiaire s'engage à utiliser du matériel en conformité avec la réglementation en vigueur et de ne pas troubler les émissions radioélectriques du secteur.

L'ensemble des fluides (eau, électricité...) nécessaire pendant la durée de la manifestation sont à la charge du bénéficiaire .

3.10. Le bénéficiaire s'engage à n'occasionner aucune dégradation sur le sol, les équipements, les bâtiments ou les végétaux au cours de la manifestation. Il s'engage à remettre les lieux en parfait état de propreté dans un délai de 3 jours après la fin du tournage et à déposer et évacuer tous les équipements légers installés pour les besoins du tournage qui auraient été autorisés.

Si par accident des dégâts étaient occasionnés au terrain ou aux bâtiments, le bénéficiaire s'engage à prendre en charge la totalité des réparations au vue des devis que le Conservatoire du littoral fera établir par des entreprises compétentes.

Les travaux de réparation seront engagés sous quinzaine par le bénéficiaire dès réception des devis émis par les entreprises retenues par le Conservatoire du littoral.

Tout délai supplémentaire qui serait dû à des retards ou des négligences du bénéficiaire entraînerait une pénalité de retard de 460 € par jour ouvrable payable auprès du Comptable public de la Métropole TPM .



ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le bénéficiaire s'engage au versement d'une somme de 900 € par jour de tournage, soit au total la somme de 900 €, adressée à Monsieur le comptable public de la Métropole TPM au plus tard le 30 juin 2024.

ARTICLE 5 : IMAGE DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET DU GESTIONNAIRE

Le bénéficiaire est autorisé à mentionner le nom du Conservatoire et du Gestionnaire dans l'information délivrée auprès du public, avant, pendant et après le déroulement de la manifestation à condition de rappeler les missions de l'Etablissement et le rôle du Gestionnaire.

ARTICLE 6 : RESILIATION et LITIGES

Si le bénéficiaire ne respecte pas l'une des obligations prévues à l'article 3, le Conservatoire résiliera de plein droit la présente convention d'occupation temporaire, sans que le bénéficiaire ne puisse réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Le bénéficiaire devra évacuer les lieux et l'ensemble de son matériel dans un délai de 3 jours, sans préjudice de l'application de l'article 3.10 ci-dessus.

La présente COT étant un contrat administratif, en cas de litiges seul le tribunal administratif de est compétent.

ARTICLE 7 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La présente COT est établie en trois exemplaires originaux, paraphés sur chacun des feuillets, par chacune des parties.

Fait à Aix en Provence, le 11/04/2024

Le bénéficiaire



La Métropole TPM, Gestionnaire

Le Conservatoire du littoral

